

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Salariat, travail, syndicats (France) > Syndicats (France) > **Sur les perspectives de la mobilisation du 16 novembre : Et maintenant, (...)**

Sur les perspectives de la mobilisation du 16 novembre : Et maintenant, c'est la bonne ?

jeudi 2 novembre 2017, par [DEGOUSEE Laurent](#) (Date de rédaction antérieure : 1er novembre 2017).

« Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, mais parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles. »

Séneque

Le 16 novembre prochain, au terme d'une réunion intersyndicale le 24 octobre dernier au siège de la CFDT qui s'est soldée par une partition entre deux camps, une nouvelle journée de grève et de manifestations - la cinquième depuis la rentrée - contre les ordonnances et, plus largement, la politique du gouvernement est prévue à l'appel, outre de la CGT, de FO, de Solidaires, de l'UNEF et de l'UNL, rejointes depuis par la FSU.

La bonne nouvelle, c'est que l'axe syndical opposé à la loi Travail de l'an dernier s'est reconstitué, voir va même s'élargir à la CGC. La mauvaise, c'est que nous aurons perdu quinze jours, depuis la précédente intersyndicale du 9 octobre, à poursuivre la chimère du syndicalisme rassemblé, là où les syndicats qui ont fait le choix d'accompagner la politique de Macron sont pourtant eux aussi en échec.

Pour en arriver là, il aura fallu, suite à l'entrée en vigueur des ordonnances, que des tiraillements inédits s'expriment au sein de la CFDT et de FO mais aussi les mobilisations des routiers et des dockers, où la CGT est forte, qui ont contraint le patronat de ces secteurs à sanctifier leur régime conventionnel, un mouvement en cours dans d'autres branches. Egalement, le temps que les tensions s'accumulent : ainsi, toutes les lignes rouges ont été enfoncées sur la réforme du Code du travail dont dernièrement les moyens du Comité Social et Economique (CSE), qui doit remplacer dès l'an prochain les différentes instances représentatives du personnel existantes, la mise en place de la sélection à l'université, l'augmentation de la CSG ou la baisse de l'APL.

Notre difficulté ne tient pas tant au fait que les travailleurs ne voudraient soi-disant pas se battre mais que, à l'inverse de 2016 où la poussée combinée de la pétition « loi Travail non merci », de la jeunesse et de Nuit Debout avaient boosté les centrales, c'est que ces dernières ont la main depuis cet été et que, indépendamment de ce qu'on peut penser de Mélenchon, force est de reconnaître que son constat sur la construction du rapport de force est fondé. Alors oui, le 16 novembre doit être le point de départ du mouvement reconductible dont nous avons besoin pour mettre en échec la politique de Macron : avec, en amont, la journée de mobilisation du 10 novembre contre la remise en cause des contrats aidés puis, en aval, celles du travail social et des impôts prévues le 20 suivie de la menace d'une grève illimitée dans la pétrochimie à partir du 23 novembre et surtout, grâce à la fin de la division entre travailleurs du public et du privé qui a culminé avec la journée du 10 octobre, c'est un plan de lutte, qui nous fait défaut depuis septembre, qui s'ébauche.

C'est pourquoi la proposition du Front social à toute la gauche syndicale et politique de co-organiser une marche nationale sur l'Élysée le 18 novembre, soit deux jours avant le retour des ordonnances au Parlement, la complète utilement : c'est maintenant qu'il faut dire stop à Macron en faisant d'abord de la journée du 16 la plus grosse mobilisation depuis la rentrée, en reconduisant la grève

partout où c'est possible le lendemain puis en manifestant en masse sur Paris le samedi, qu'on soit étudiant, retraité, salarié ou privé d'emploi.

Face au pillage fiscal et social mené tambour battant à l'Assemblée, face au père fouettard Macron, il est temps de se mettre à l'heure guyanaise ! La question n'est pas tant de savoir si l'explosion sociale aura bien lieu mais quand ? Le plus tôt sera le mieux.

Laurent Degousée, co-délégué de SUD Commerce et animateur du Front social.
